

K. Robert Gnolou

# Côte d'Ivoire : la Valse des prédateurs

*Quand l'animal détruit avec sa queue  
ce qu'il a construit la veille*





## Prologue

Le sous-titre de ce livre a été inspiré par une image proverbiale de Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire (Octobre 2000-11 Avril 2011), alors président du Front Populaire Ivoirien (FPI). Au cours de ses nombreuses adresses aux ivoiriens, Gbagbo procédait par un langage imagé sorti des proverbes contes et légendes typiquement ivoiriens. C'est ainsi qu'un jour, il a fait allusion à cet animal qui, en région Bété, détruit avec sa queue, ce qu'il a pris tant de soin à construire la veille.

Laurent Gbagbo et le FPI au pouvoir depuis le 26 Octobre 2000, les observateurs se sont fait forts de regarder attentivement. Pour voir si les hommes au pouvoir allaient éviter ce qu'ils reprochaient hier aux autres. Chose difficile pour certains membres de l'équipe dirigeante du nouveau régime. Voyons ici ce qui leur est opposé, à tort ou à raison. Voyons aussi le comportement des autres acteurs de la vie politique ivoirienne par rapport à la vie sociale et aux exigences

démocratiques. Faisons une lecture sereine et attentive des mutations, bonnes et mauvaises, sous la deuxième république. Cherchons, enfin, à comprendre pourquoi, à la lumière de la relative tranquille vie politique et sociale dans le pays, quelques années plus tard, une furieuse rébellion est formée au Burkina Faso voisin, sous l'œil approbateur et complice de Blaise Compaoré, le chef de cet Etat, a fondu sur la Côte d'Ivoire et a été déversée sur Abidjan, le 19 Septembre 2002, alors que le président Laurent Gbagbo était en visite officielle à Rome (Italie). Ici commence l'impitoyable ruée des charognards sur ce paisible pays dont le destin va subitement basculer, malgré la vive et farouche résistance des ivoiriens, dix ans durant. Abidjan est attaquée au petit matin de ce jour et le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Maître Emile Boga Doudou, est tué. Gbagbo rentre précipitamment à Abidjan, l'armée régulière gonflée à bloc à la vue de son premier responsable, repousse les rebelles et s'apprêtait à les bouter hors du territoire national à partir de Bouaké où ils s'étaient retrouvés, quand la France entre en scène. Les militaires français prétextent de l'évacuation de leurs ressortissants pour, avec l'aide des troupes de l'ONU (ONUCI), réarmer à outrance des mercenaires de la sous-région, qu'ils font entrer par la frontière avec le Burkina Faso. **C'est le début du plus long coup d'Etat de l'histoire**, dont les rebelles reconnaissent Alassane Dramane Ouattara comme l'instigateur. C'est également « **LA VALSE DES PREDATEURS** », sous le parrainage

actif de la France, des Etats-Unis et de l'ONU qui se présentent comme « la communauté internationale ». Les présidents Abdoulaye Wade (Sénégal), Omar Bongo (Gabon) et Blaise Compaoré (Burkina Faso) sont les « bras avancés » africains des comploteurs occidentaux. Ce complot international vaut, **en cette journée noire du 11 Avril 2011, à Alassane Dramane Ouattara, (ADO), d'occuper le palais présidentiel ivoirien**, au prix de centaines de milliers de morts, contrairement aux 3.000 morts que comptabilisent, pudiquement, les ONG à la solde de cette fameuse « communauté internationale ». Et cela, à la suite du bombardement, pendant plusieurs jours, par les militaires français (Licorne) et les troupes de l'ONU (ONUCI) de la résidence officielle de Laurent Gbagbo, régulièrement élu par le peuple ivoirien, proclamé et investi par le Conseil Constitutionnel de la Côte d'Ivoire. **Essayons de retracer certains éléments qui ont jalonné la longue marche pacifique de la Côte d'Ivoire, sa résistance héroïque sans armes pour finir par la « guerre sans sommation » et inutile que lui a faite la France.**

L'AUTEUR



## Entrée en matière

Après plus de quarante années de règne du parti unique représenté par le PDCI-RDA, la formation politique cinquantenaire de Félix Houphouët-Boigny connaît de graves problèmes d'adaptation au multipartisme. La démocratie semble être un véritable chemin de croix pour ce parti qui a du mal à retrouver son équilibre et sa cohésion depuis Décembre 1993, année de la disparition du « père de la nation » ivoirienne. Konan Bédié qui a pris le relais ne semble pas être à la hauteur. Les palabres entre les militants du PDCI-RDA affaiblissent considérablement cette formation politique voulue, créée et dirigée d'une main de fer dans un gant de velours par Félix Houphouët-Boigny. Bédiéistes par-ci, Alassanistes ou Dramanistes par là, un gouvernement qui pilote à vue, un régime hebdomadairement traversé par des convulsions de corruption, de gabegie et de détournements des ressources de l'Etat ont fini par rendre tout le système PDCI vulnérable. Une fronde

de militaires mécontents de n'avoir pas perçu leurs indemnités de mission onusienne en Centrafrique, la légèreté avec laquelle le gouvernement a géré ce mécontentement et l'hermétisme du président Konan Bédié à la discussion, précipitent les choses pour le régime cinquantenaire du PDCI-RDA.

La mutinerie des militaires, suite logique de leur colère, se transforme en coup d'état. Bédié et son régime sont déposés par le général de brigade Robert Guéi que les mutins seraient allés chercher dans son village. Dix mois d'une transition militaro-civile donne à la Côte d'Ivoire, une Constitution et une loi électorale consensuelles. La Constitution, soumise à referendum, a été adoptée à plus de 86 % de « OUI » par les électeurs lors des scrutins des 22 et 24 Juillet 2000, à l'appel de tous les partis politiques ivoiriens. Avec cette loi fondamentale et les répliques appropriées du Gal Guéi face aux attaques verbales d'éternels donneurs de leçons européens et américains, le nouveau chef d'Etat redonne au peuple ivoirien, cette volonté forte, ce sentiment pur et ce désir salutaire d'appartenir à une même nation.

Le Gal Guéi fait renaître au sein du peuple la fierté d'être ivoirien et de vivre dans son pays, la Côte d'Ivoire, malgré toutes sortes de problèmes du moment. Ce fier général va cependant rater sa sortie. Alors qu'il avait dit, lors de la prise de pouvoir, ne pas être intéressé par celui-ci, il tente de s'y accrocher et de le confisquer après l'élection présidentielle du Dimanche 22 Octobre 2000. Mauvaise sortie de route pour ce brave patriote qui n'a

pas su « lire entre les lignes » ou « écouter entre les mots ». Il n'a pas su, également, regarder autour de lui et faire preuve de discernement. **Mais la Côte d'Ivoire va connaître et vivre la pire histoire de son existence avec un certain Alassane Dramane Ouattara, imposé d'abord à Houphouët-Boigny comme premier ministre par les « officines » occidentales de la finance internationale (FMI et Banque Mondiale). Pour être ensuite bombardé chef de l'Etat à la suite des différents complots de Chirac, Dominique De Villepin, « Marcoussis » que les ivoiriens raillent en l'appelant « raccourci ». Et ensuite de l'inénarrable Nicolas Sarkozy qui a réussi à entraîner à ses basques, celui-là même dont l'avènement a été salué, en Afrique, avec ferveur et espoir mais qui, par la suite, s'est montré véritable despote en suivant, sans réfléchir, aveuglement, les complots des antidémocrates tels que Sarkozy pour débarquer par le feu des armes, un président démocratiquement élu et à qui il promettait un poste de professeur d'Université aux USA (Laurent Gbagbo, Côte d'Ivoire) pour placer un despote comme eux à la tête du pays. Et, ensuite, pour mettre en branle les troupes de l'OTAN, afin de tuer l'un des plus dignes fils de l'Afrique (Le Guide Mouammar Kadhafi, Lybie) sous de fallacieux prétextes qui puent l'appétit du pétrole. Il ne s'agit ni plus ni moins de Barack Obama, l'un des rares présidents noirs des USA.** En réalité, les ivoiriens que je connais le mieux (j'en suis un), ne sont pas **des anti-français, tout comme d'ailleurs de nombreux**

**africains.** La Côte d'Ivoire n'a aucune animosité contre le peuple français, bien au contraire, elle se félicite de ce que ce pays a aidé le président Houphouët-Boigny à faire d'elle (Côte d'Ivoire), un pays phare en Afrique. Mais, c'est aux gouvernants français, paternalistes sur les bords, qui veulent faire croire que c'est le fruit de leur coopération qui donne à ce pays ou à l'Afrique, une assise économique, qu'il est reproché mille et une choses. C'est le produit de nos richesses qui sont bradées à des entreprises françaises qui les obligent à nous aider (il faut qu'on apprenne à l'intégrer dans les discours publics). **La France, nous le savons tous, n'est pas et ne peux pas être une puissance, si elle n'est adossée à l'Afrique, au franc CFA et autres richesses minières, minéralogiques, énergétiques et agricoles des pays africains.** Les récentes perturbations créées par Chirac et Sarkozy en Côte d'Ivoire, ont été ressenties par les jeunes ivoiriens (les vrais) qui sont les futurs dirigeants du pays, comme une insulte, une humiliation difficilement acceptables et pardonnables. Si en France, une courageuse politique de rectifications n'est pas entreprise, loin de la nébuleuse françafrrique, il est sûr que la France n'aura plus son audience et ses entrées privilégiées dans ce pays. Qu'on arrête de rêver que Dramane Ouattara réussira à diluer le peuple ivoirien en transformant en masse des burkinabés et maliens en ivoiriens. Aucun peuple au monde n'a été définitivement et éternellement asservi. (La Sainte Bible).

## **Chapitre premier**

### **Un pouvoir acquis dans le sang et la douleur**

C'est dans la douleur et à la suite de journées particulièrement chaudes et tragiques des 24 et 25 Octobre 2000 que le président et candidat du Front Populaire Ivoirien (FPI), Laurent Gbagbo, arrive au pouvoir. La junte militaire sentant sa défaite à l'annonce des premiers résultats du scrutin présidentiel du 22 Octobre, dissout la Commission Nationale Electorale (CNE), organe autonome mis en place par les militaires eux-mêmes pour organiser et mener à terme toutes les opérations de vote. Le président de cette commission, Honoré Guié Kouamé, est pris en otage par les militaires et humilié pour avoir refusé de manipuler les résultats du scrutin en faveur de la junte militaire. Pouvait-il seulement le faire ? Non ! Car, les candidats à la présidentielle s'étaient bien organisés et étaient en possession de

tous les résultats depuis 23 Heures GMT. Le FPI qui avait posté des scrutateurs dans tous les coins et recoins de la Côte d'Ivoire, était détenteur des résultats par le jeu des différents procès-verbaux remis aux représentants de son candidat et jubilait déjà à la victoire de son poulain. Laurent Gbagbo avait même annoncé aux environs de 01 Heure du matin que les tendances sont largement en sa faveur.

Mais, la junte militaire n'était pas prête à laisser filer le pouvoir que des courtisans intéressés lui avaient dit être à sa portée. Quelques heures auparavant, à la jubilation prématurée des responsables, militants et sympathisants du FPI, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement militaire, le Capitaine Sama Damalan Henri César martelait sur les antennes des radios étrangères : « rira bien qui rira le dernier... ». La CNE dissoute, le directeur général de l'administration territoriale, Bamba Cheick Daniel, en lieu et place d'une commission qui est la seule habilitée à le faire, rend publics les résultats de la présidentielle en faveur du chef de la junte militaire, le Gal Robert Guéi. A la suite de Bamba Cheick Daniel, le Gal Guéi dans un discours qui doit avoir été écrit bien avant l'élection présidentielle, remercie « le peuple ivoirien pour avoir largement porté vos suffrages sur ma modeste personne... ». Réplique immédiate et cinglante de Laurent Gbagbo qui s'autorise à dissoudre le gouvernement de son adversaire, gouvernement duquel il retire les six ministres de son parti (FPI). Le président

du FPI se considère « ... dès cet instant... », nouveau chef de l'Etat de Côte d'Ivoire. Il demande aux militants de son parti de descendre dans les rues et de les occuper jusqu'à la reconnaissance de sa victoire par les militaires. Il faut tout de suite le signaler, le candidat Gbagbo avait prévu ce cas de figure dans son adresse de fin de campagne depuis San-Pedro. Pour le poulain du parti socialiste, deux possibilités s'offraient à son adversaire : une fin d'élection à la sénégalaise où le pouvoir a reconnu sa défaite. Ou selon le cas de figure yougoslave qui a vu le président Slobodan Milosevic chassé du pouvoir par un soulèvement populaire. A l'appel de Gbagbo, plus que les militants du FPI, ce sont les trois quarts de la population ivoirienne qui occupent les rues.

Des manifestants aux mains nues partent des quartiers d'Abobo, Yopougon, Port-Bouët, Treichville, Cocody, Adjamé, etc... et se dirigent au Plateau, marchant ainsi vers le palais présidentiel. Les militaires tirent à balles réelles sur les manifestants aux mains nues. Beaucoup de marcheurs tombent sous les balles de la garde prétorienne du Gal Guéi mais ne reculent pas. Exposant leurs poitrines aux balles meurtrières de la junte militaire, ils avancent malgré les nombreux tués. Abidjan, la capitale politique est sous haute tension, le peuple n'étant pas prêt à démordre. Malgré les nombreux tués, les manifestants avancent sans interrompre leur mouvement de protestation. L'imbroglio est total. La confusion de la situation donne lieu à une passe

d'armes politicienne. C'est d'abord le président par intérim du PDCI-RDA, Laurent Dona-Fologo qui se donne en spectacle. A travers lui, le parti cinquantenaire vomit toute sa haine pour le FPI : « Gbagbo et le FPI doivent faire face, seuls, à leurs problèmes », dit-il. Ce grand politicien se souvient, benoîtement, du coup d'état qui a évincé son parti en 1999 et reproche au FPI de n'avoir pas soutenu son parti, lors de cette épreuve. Cette passe d'armes politique se poursuit avec la réaction de la coordination de la Rénovation du PDCI-RDA des Akossi Bendjo, Kobenan Tah Thomas, Achi Patrick. Pendant ces moments de braise où Fologo demande à Gbagbo « de ne s'en prendre qu'à lui-même », la Rénovation reconnaît la victoire du candidat du FPI et fait une déclaration à cet effet.

Le second soutien, et le plus décisif, est venu de la gendarmerie nationale, las d'assister à ces tueries massives. Voyant la volonté inébranlable du peuple, la gendarmerie sort de sa réserve. Et avec les millions d'ivoiriens dans les rues, restituée à Laurent Gbagbo, sa victoire. Pendant ce temps, Guéi et ses fidèles lieutenants avaient fui le palais présidentiel. Le président élu réhabilite la CNE et lui demande de procéder à la publication de tous les résultats du scrutin présidentiel avant toute investiture. Le premier ministre de la transition militaro-civile, l'ambassadeur Seydou Elimane Diarra est prié d'assurer la gestion des affaires courantes. Les résultats finaux donnent une

large victoire au candidat du FPI au premier tour. Coup de théâtre, Laurent Dona-Fologo se rebiffe et crie à la victoire des forces démocratiques républicaines : « ... c'est la victoire du peuple ivoirien... », claironne-t-il. Il félicite Laurent Gbagbo pour cette victoire historique. Il faut cependant le souligner tout net, Gbagbo n'est pas celui que les officines occidentales qui « fabriquent des présidents-liges en Afrique » attendaient. Leur méfiance est vite comblée. Laurent Gbagbo met très rapidement en place une administration tournée résolument vers les intérêts des ivoiriens. Il ne remet pas en cause les acquis et privilèges des français, mais ils n'ont plus la haute main sur l'administration ivoirienne. Crime de lèse majesté pour un pays colonisateur qui n'a pas compris que les Africains peuvent gérer leurs pays sans indéfiniment s'appuyer sur eux. Le « budget sécurisé » mis en place par le gouvernement Affi (sous l'inspiration de feu Paul Bohoun Bouabré, paix à son âme) va démontrer que la Côte d'Ivoire veut vivre désormais sur ses propres ressources. En moins de deux ans, le pays qui était dans le gouffre économique triple ses moyens financiers. Ainsi, le décrochage des enseignants qu'Alassane Dramane Ouattara avait contraints à vivre avec des salaires à double vitesse pour des fonctionnaires qui ont les mêmes diplômes, les mêmes fonctions et responsabilités, vient les rétablir dans leur légitime droit. Les agents de police, une corporation laissée pour compte depuis l'indépendance, voient leur

statut évoluer et leurs salaires réajustés, sous la direction de leur ministre, Me Emile Boga Doudou. Le gouvernement Affi s'attaque aux autres injustices faites jusqu'ici aux ivoiriens. Il met en place les éléments de la création de l'Assurance Mutuelle Universelle (AMU) pour protéger les masses laborieuses, celles qui font vivre le pays mais qui ne sont couvertes par aucune assurance. Tout cela, sans s'appuyer sur quelque puissance que ce soit, mais au seul prix de l'argent généré par le travail des Ivoiriens. **Point de départ des complots des occidentaux désorientés par un régime qui ne tend la main à personne, qui rembourse ses dettes extérieures et respecte ses engagements internationaux. Il fallait à tous les prix et par tous les moyens dégager ce président qui veut privilégier les intérêts « de pauvres minables » qu'il considère comme son peuple.** Les puissants de ce monde qui n'ont rien d'autre que les richesses africaines en avaient décidé ainsi. La machine est donc mise en marche pour abattre Laurent Gbagbo. Après Patrice Lumumba, Thomas Sankara... La suite situera le monde entier sur les craintes des ivoiriens.

Le jour de l'investiture du premier président de la deuxième république de Côte d'Ivoire, le 26 Octobre 2000, et même quelques heures auparavant, le Rassemblement Des Républicains (RDR) d'Alassane Dramane Ouattara qui n'était en rien concerné par l'élection présidentielle pour laquelle il avait lancé un mot d'ordre de boycott, jette ses militants et

sympathisants dans les rues pour, dit-il, la reprise du scrutin. Les nouveaux manifestants tuent un lieutenant de l'escadron de la gendarmerie d'Abobo et s'attaquent à toutes les forces républicaines déployées pour rétablir l'ordre. Ainsi qu'aux autres ivoiriens qui, écoeurés par l'attitude irresponsable de ce parti, sont sortis en masse pour faire face au comportement du RDR. L'assassinat d'un de leurs officiers est un véritable coup dur pour les gendarmes qui gardent cependant leur self contrôle, raflent de nombreux manifestants et avec le soutien de la police nationale, rétablit très rapidement l'ordre. Le calme revient, mais au prix des dizaines de morts. Tant du côté des manifestants que de celui des forces de l'ordre et de citoyens neutres...

Laurent Gbagbo est investi président de la république et promet la main sur le cœur, de s'atteler à la démocratisation du pays. Il rompt aussitôt avec le folklore d'antan en décommandant les lassantes séances de manifestation de soutien à la Radiodiffusion et à la Télévision nationales. Il demande même que ses posters-portraits ne soient affichés dans aucun bureau administratif. Il affiche sa volonté d'indépendance des institutions ivoiriennes entre elles. Il affirme surtout et très haut, l'indépendance de la Justice. A Yaoundé (Cameroun), devant des journalistes occidentaux qui n'en croyaient pas leurs oreilles, il tranche net : « regardez-nous et jugez-nous à l'œuvre, peut-être que vous êtes entrain d'assister à la naissance d'une nouvelle Afrique... », dit Gbagbo.



## **Chapitre 2**

### **La critique aisée, mais la pratique difficile !**

Laurent Gbagbo, président de la deuxième république de Côte d'Ivoire, c'est désormais la réalité. Son directeur de campagne, Affi N'Guessan, est nommé premier ministre. Le nouveau gouvernement est rapidement formé et se met aussitôt au travail. L'alternance devenue un fait, les yeux sont désormais fixés sur le régime socialiste qui a tant critiqué les différents pouvoirs du pays. Va-t-il être au dessus de tout soupçon ? Telle est la question que se posent de nombreux observateurs de la vie politique ivoirienne. Pour les nouveaux gouvernants, malheureusement, des grains de sable s'introduisent dans la machine. Les dignitaires du PDCI-RDA, ancien parti au pouvoir pendant plus de quatre décennies, ont toujours fait valoir que l'exercice du pouvoir est difficile. Mais l'opposition et de nombreux ivoiriens fatigués de la

gestion sociale, politique, économique et humaine approximatives du pays par ce parti ultra conservateur, rétorquaient que ce n'était que de la mauvaise foi doublée d'une mauvaise volonté manifeste des tenants de l'ancien parti unique.

Le premier cas de difficultés de la pratique du pouvoir va se poser à travers Me Boga Doudou, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation. A la suite d'une marche du RDR, des accrochages sont enregistrés entre les militants de ce parti (qui n'a pas encore digéré l'organisation de la présidentielle sans son champion Alassane Dramane Ouattara) et les forces de l'ordre. De nombreuses arrestations sont opérées au sein des marcheurs. Cette marche du RDR, il faut le signaler, était illégale, les responsables du RDR n'ayant pas jugé utile d'informer le gouvernement de l'organisation de celle-ci. Les jours qui suivent les arrestations font réapparaître sur la scène politique nationale, Mme Constance Yaï, ancien ministre du gouvernement Seydou Diarra sous le régime militaire. Présidente de L'Association Ivoirienne de Défense des Droits de la Femme (AIDF) qu'elle a retrouvé après la transition, Mme Yaï, lors d'une conférence de presse, accuse des agents de la police nationale d'avoir violé, à l'école de police, des femmes raflées lors de la marche du RDR. La suspicion enfle alors dans les milieux politiques après cette conférence de presse.

Au lieu de diligenter rapidement une enquête